

# **Grande-Bretagne : Les employés des collectivités territoriales en grève en Grande-Bretagne pour la défense des droits à la retraite**

## **Pour une stratégie européenne de défense des acquis sociaux des salariés**

### **Déclaration du Parti de l'Égalité socialiste (GB), 28 Mars 2006**

La journée d'action de mardi, suivie par plus d'un million d'employés des collectivités territoriales en Grande-Bretagne, témoigne de la forte opposition contre la destruction en cours des acquis sociaux par le gouvernement travailliste.

Le gouvernement cherche à supprimer le droit pour ces employés à une retraite à taux plein à 60 ans si leur âge et leurs annuités font un total de 85. Les modifications du système de retraite des collectivités territoriales (LGPS) entreront en vigueur en octobre prochain et toucheront le plus durement les employés aux salaires les plus bas occupant les emplois les plus stressants et les plus difficiles physiquement.

Dix pour cent de la population au Royaume-Uni sont couverts par le LGPS auquel ils contribuent avec six pour cent de leur revenu. Juste un peu plus de 70 pour cent des bénéficiaires du LGPS sont des femmes dont plus de 60 pour cent travaillent à temps partiel. La retraite moyenne de ces femmes dépasse à peine 30 livres sterling par semaine (170 euros par mois) et 76 pour cent de l'ensemble des retraités LGPS reçoivent moins de 96 livres sterling par semaine.

Parmi ceux qui ont voté en faveur de la grève, nombreux sont ceux qui ne sont plus directement employés par les autorités locales mais ont gardé leurs droits à la retraite LGPS au moment de la privatisation de leurs emplois.

L'hostilité aux modifications avancées est telle que les membres de onze syndicats du secteur public votèrent en faveur de la grève. Mais la colère et le syndicalisme militant ne suffisent plus pour défendre les besoins sociaux vitaux de la classe ouvrière. Une perspective politique est nécessaire.

Une telle perspective doit avoir comme point de départ la reconnaissance qu'il n'est pas possible de défendre la retraite sur une base uniquement nationale et encore moins dans le cadre limité d'un conflit d'employés des collectivités territoriales. Cette défense doit prendre la forme d'une offensive internationale au nom des travailleurs de l'Europe entière.

Les attaques du gouvernement travailliste contre les retraites sont poussées par une oligarchie financière mondiale qui régit tous les aspects de la vie sociale et économique. Cette élite ultra-riche ne peut pas et ne veut pas permettre qu'une quelconque section de travailleurs s'accroche à ses anciens avantages sociaux. Cette élite est déterminée à établir un niveau international plus bas que jamais pour les salaires et les conditions de travail de façon à maximiser le profit des entreprises.

C'est ce qui se cache derrière l'insistance du premier

ministre, Tony Blair, pour que les travailleurs britanniques deviennent compétitifs face à ceux de la Chine et de l'Inde. La même revendication est répétée de par le continent lorsque des gouvernements toutes tendances confondues cherchent à diviser les travailleurs et à les monter les uns contre les autres, dans le but de proposer aux grands groupes leur main-d'oeuvre nationale la moins chère et la plus productive.

L'envergure des attaques en cours suscite une vague de luttes de classe à travers l'Europe. Des grèves ont lieu dans le secteur public en Allemagne. La grève qui a lieu aujourd'hui en Grande-Bretagne coïncide avec les protestations de masse qui se répètent en France contre la nouvelle loi qui privera les jeunes travailleurs de tout emploi stable.

Mais la solidarité internationale est un anathème pour une caste bureaucratique qui est déterminée à maintenir l'avantage concurrentiel de son propre gouvernement et de ses employeurs. Pour ce qui est des syndicats en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, ils feront tout leur possible pour qu'un équivalent politique de la Manche sépare ces protestations en mettant tout en oeuvre pour empêcher que ces luttes ne se transforment en une confrontation ouverte avec les politiques patronales de la bourgeoisie européenne.

Les travailleurs sont confrontés à une dégénérescence politique extraordinaire du mouvement ouvrier officiel dans chaque pays. Divers bureaucrates syndicaux qui tiennent un discours de gauche ont décrit l'action d'aujourd'hui comme étant la plus importante depuis la grève générale de 1926. Ils feraient bien d'éviter de telles comparaisons car elles ne font qu'attirer l'attention sur le rôle perfide joué par le Trades Union Congress (TUC) [Confédération des syndicats britanniques] de l'époque et aussi du chemin peu glorieux parcouru par les syndicats depuis.

La grève générale de 1926 rassembla trois millions de travailleurs contre le gouvernement conservateur avant que le TUC ne vendît la grève après juste neuf jours en laissant les mineurs isolés. Ce fut une expérience riche d'enseignement pour les masses laborieuses qui considéraient les syndicats comme un moyen de défense de leurs intérêts de classe.

Aujourd'hui, les syndicats ne représentent plus, même pas sous une forme restreinte, les intérêts des salariés. En effet, on ne peut imaginer une situation dans laquelle ils envisageraient d'appeler à une grève générale pour défendre une section de travailleurs ou entreprendre quoi que ce soit allant à l'encontre des exigences des employeurs.

L'année dernière, pour ne pas entraver les chances de réélection des travaillistes, les syndicats annulèrent un mot d'ordre de grève contre les attaques du gouvernement contre le LGPS. Ils organisèrent ensuite une grève de 24 heures, réduisant ainsi sans aucune consultation préalable une protestation prévue de deux jours. Leur but est de calmer la situation avant de conclure un accord avec le gouvernement et les employeurs. Ce qu'un tel accord représente est clairement exprimé par les syndicats eux-mêmes qui se vantent d'avoir déjà contribué à économiser 6 millions de livres sterling en convainquant les travailleurs relevant du LGPS de renoncer à 25 pour cent du montant forfaitaire auquel ils ont droit.

C'est ce que le TUC veut dire quand il promet « d'arriver à un consensus sur la retraite » en créant une « commission permanente de la retraite » qui « se situerait au-dessus des tensions quotidiennes de la politique de parti ». La bureaucratie syndicale refuse une lutte politique et préconise un consensus au moment où les antagonismes de classe atteignent un niveau sans précédent et dans des conditions où l'élite dirigeante dénie toute possibilité de compromis.

Il est révélateur du manque d'intention de la part des syndicats de vouloir opposer ces attaques en les limitant au seul secteur public. Dans le secteur privé, le système de retraite a déjà été démolì. Quelques 400 régimes de retraite d'entreprises ont déjà disparu, ne laissant que peu ou pas de compensation à tous ceux qui y versèrent des années durant leur contribution.

British Airways n'est que la dernière entreprise en date à annoncer que son régime de retraite est littéralement en faillite et que ses employés devront travailler plus longtemps pour une retraite moindre dans le but de combler un trou noir de 2 milliards de livres sterling. Le déficit total de l'ensemble des employeurs britanniques s'élève à présent à 150 milliards de livres sterling et les entreprises insistent pour que les travailleurs endossent seuls le fardeau des régimes de retraite. La plupart des employeurs ne permettent plus au personnel nouvellement recruté de profiter des anciens régimes salariaux, ne laissant plus que 3,5 millions de travailleurs couverts par l'ancien système, soit un million de moins qu'il y a dix ans. La mise en place de ce système à deux vitesses s'est faite sans la moindre opposition des syndicats.

Les syndicats cherchent à confiner les travailleurs dans une perspective qui consiste à faire pression sur le gouvernement pour le faire céder. Ceci ne sert qu'à tromper et à désarmer les travailleurs devant la gravité de la menace.

Le Parti travailliste est le représentant politique avéré du patronat. Il se vante de l'empressement avec lequel il impose les exigences des grands groupes en dépit de l'opposition populaire et de l'indifférence dont il fait preuve quant à l'impact de telles mesures sur la population laborieuse.

A peine plus tard que ce mois-ci, Blair refusa de verser

une compensation à 85 000 travailleurs qui perdirent tout ou partie de leur retraite complémentaire en raison de l'insolvabilité de l'entreprise et ce même après que le médiateur parlementaire, Ann Abraham, ait accusé le ministère du Travail et des Pensions (Department for Work & Pensions) d'avoir induit en erreur les salariés au sujet des risques que comporte un régime privé. Le gouvernement justifia son refus en disant que ceci « créerait un précédent aux conséquences financières extraordinaires. »

Les choses ne s'arrêtent pas là. A l'avenir, l'âge de la retraite sera relevé jusqu'à au moins 68 ans, âge avant lequel nul ne pourra accéder à la retraite de base dérisoire. L'état de précarité financière personnelle est tel, avec des millions de gens quasiment dépourvus de moyens de subsistance pour leur vieillesse, que la majorité des gens devront travailler jusqu'à leur mort. En effet, la litanie du gouvernement et des employeurs est que des retraites adéquates ne pourront plus être versées parce que les gens vivent trop longtemps.

Rien ne pourrait mieux illustrer l'incompatibilité des intérêts vitaux de la population laborieuse avec le système capitaliste basé sur le profit. Tous les jours sont publiés des articles sur les profits record des grands groupes, tandis que le ministre britannique des Finances, Gordon Brown, se vante du maintien de la croissance économique. Mais, au lieu de profiter de cet accroissement de la richesse, on demande à la vaste majorité de la population d'accepter une érosion constante de son niveau de vie pour qu'une poignée d'individus se trouvant au sommet de la société puisse s'enrichir toujours plus.

La base matérielle permettant de combler tous les besoins vitaux de tous existe en abondance. Mais, pour ce faire, les forces productives doivent être libérées des contraintes de la propriété privée et doivent être réorganisées de façon à satisfaire les besoins sociaux.

La condition préalable essentielle à la défense des acquis sociaux des salariés est la construction d'un nouveau parti socialiste. Un tel parti doit avoir comme axe stratégique la mobilisation politique indépendante de la classe ouvrière au-delà des frontières. Il doit s'adresser aux travailleurs de par les continents en avançant la perspective des Etats socialistes unis d'Europe comme l'unique base pour une réorganisation de l'ensemble de la société dans l'intérêt de la population laborieuse.

Seul un parti fonctionnant comme une organisation internationale peut conduire une telle lutte. Le Parti de l'Egalité socialiste (PES-GB), section britannique du Comité International de la Quatrième Internationale, est un tel parti. Nous appelons tous les travailleurs et jeunes qui cherchent une voie pour aller de l'avant à lire le *World Socialist Web Site*, à discuter de sa perspective, à distribuer ses analyses, et à prendre la décision d'adhérer au PES-GB et à contribuer à la construction du parti.

**©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>**

**La publication socialiste sur internet la plus lue**

**Pour contacter le WSWs envoyez un email à : [editor@wsws.org](mailto:editor@wsws.org)**